

Gradignan, le 10/11/2025

Le 5 novembre 2025, vers 15h20, une proche d'un détenu incarcéré au centre pénitentiaire de Bordeaux-Gradignan a violemment pris à partie une collègue en poste à l'accueil parloirs.

Déterminée à en découdre, cette personne a refusé de quitter les lieux et a exigé la présence d'un responsable, après la suspension provisoire du permis de visite de sa mère. Il aura fallu l'intervention des forces de l'ordre, vers 16h00, pour mettre fin à cette scène inacceptable.

Notre collègue s'est sentie bien seule face à cette agression, subissant provocations, insultes et menaces.

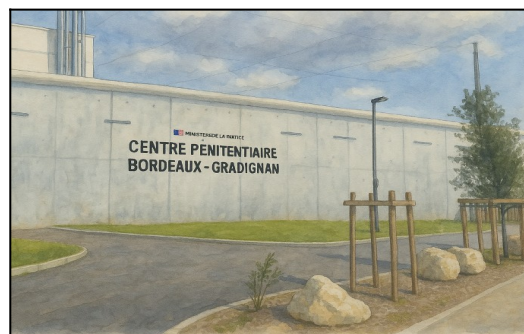
Il y a deux semaines, son véhicule a été vandalisé devant son domicile. Même si aucun lien formel n'est établi à ce jour, plusieurs détenus du centre pénitentiaire avaient publiquement affirmé vouloir connaître son identité et son adresse, en raison de sa rigueur professionnelle et de son respect du règlement intérieur.

Au début de l'année, un autre collègue de l'équipe parloirs s'était déjà fait vandaliser son véhicule sur le parking de l'établissement.

Les faits s'enchaînent, et le sentiment d'insécurité grandit jour après jour.

Les agents affectés à ce secteur sensible sont épuisés, en souffrance et ont le sentiment d'être abandonnés par une administration qui ferme les yeux sur une violence désormais banalisée.

Rappelons que des travaux de sécurisation du domaine avaient été annoncés lors de la réunion du 13 juin 2025. Qu'en est-il aujourd'hui ?



Au regard des sommes considérables engagées dans la réouverture du premier étage de l'ancienne structure, il ne s'agit clairement pas d'un problème budgétaire. **Visiblement, la sécurité des personnels et de leurs biens n'est plus une priorité pour l'administration. Une inertie incompréhensible quand on connaît les risques encourus quotidiennement par les personnels !**

Les mesures mises en place face aux incidents à répétition impliquant les familles de personnes détenues se révèlent totalement inefficaces, démontrant une nouvelle fois l'incapacité de l'administration à assurer la sécurité de ses agents. Il est désormais urgent et indispensable de procéder à une remise à plat complète du dispositif, en y intégrant un véritable renforcement des sanctions et un traitement prioritaire de ce type de faits, afin que ces comportements inacceptables ne restent plus sans réponse.

L'UFAP UNSa Justice apporte tout son soutien à notre collègue et accompagnera l'ensemble des agents concernés dans toutes leurs démarches.

L'UFAP UNSa Justice exige des garanties de sécurité, de soutien et de protection pour les personnels du CP Bordeaux-Gradignan.



L'UFAP UNSa JUSTICE, L'ENGAGEMENT QUOTIDIEN AU SERVICE DU TERRAIN !



L'UFAP UNSa Justice
Bordeaux Gradignan